Déclaration de M. Alain Juppé, ministre des affaires étrangères et européennes, lors de la conférence de presse conjointe avec MM. Guido Westerwelle, ministre allemand des affaires étrangères, et Radoslav Sikorski, ministre polonais des affaires étrangères, sur les sujets d'actualité européenne et internationale, dont la crise financière de la zone euro, la Biélorussie, l'Ukraine, la Syrie et l'Iran, Berlin le 29 février 2012.

2012-02-29

Merci, Cher Guido. Je suis très heureux d'être ici, dans cette magnifique villa, au bord de ce très beau lac, en présence de notre collège et ami Radek. Vous savez que la France est très attachée au Triangle de Weimar, dont les origines remontent au début des années quatre-vingt-dix. C'est, aujourd'hui plus que jamais, un symbole très fort de cette Europe réunifiée à laquelle nous sommes très attachés. Notre précédente réunion avait eu lieu en Pologne, aujourd'hui nous sommes à Berlin et j'ai invité Radek et Guido à venir en France pour la prochaine rencontre du Triangle de Weimar. Je les remercie d'avoir accepté cette invitation.

Notre discussion aujourd'hui a été extrêmement cordiale et extrêmement productive. Guido Westerwelle vient d'en rendre compte de manière exhaustive, alors je vais peut-être répéter ce qui avait été dit, mais ce sera la démonstration que nous sommes d'accord sur tous les points que nous avons évoqués.

Nous avons d'abord parlé, bien sûr, de l'Union européenne, des difficultés qu'elle a rencontrées, des décisions qu'elle est en train de prendre pour sortir de la crise financière. Nous partageons tous les trois la même foi européenne, nous sommes convaincus que de cette crise doit sortir un progrès de l'intégration européenne et non un recul. Le prochain Conseil européen prendra ou confirmera des décisions importantes. Je voudrais abonder dans le sens de ce qu'a dit Guido et qui est ressorti de nos discussions : l'austérité budgétaire, le retour à la stabilité financière, à la consolidation de nos finances publiques est un point de passage obligé. Personne ne peut vivre indéfiniment en se surendettant, il y a un moment où tout ceci doit s'arrêter.

La meilleure manière de rééquilibrer les finances publiques sur le moyen et le long terme, c'est, aussi, de donner toute sa place à la modernisation de nos économies, c'est aussi le soutien à la croissance, c'est l'appui à l'innovation, à la compétitivité, à l'emploi, à la conquête de nouveaux marchés. Et donc nous allons continuer à réfléchir à ces questions, qui sont pour nous absolument fondamentales.

Nous avons ensuite parlé du voisinage oriental de nos pays, tout particulièrement du voisinage de la Pologne et de l'Allemagne. Je partage tout à fait ce qui a été dit, notre solidarité est complète. Nous envoyons des messages très forts à l'Ukraine pour lui dire que nous n'acceptons pas les violations des libertés et des principes démocratiques de base qui sont actuellement en cours sur son territoire.

Nous avons décidé d'un commun accord également de rappeler nos ambassadeurs en Biélorussie pour mettre le dictateur Loukachenko face à ses responsabilités.

Vis-à-vis de la Russie, nous suivons avec attention le processus électoral qui est en cours et nous serons également vigilants sur le bon déroulement de ces élections. La Russie est pour nous un partenaire essentiel et nous sommes décidés à continuer à avancer avec elle sur des sujets comme l'énergie ou les «conflits gelés».

Enfin nous avons évoqué, pour quitter le territoire européen, un certain nombre de crises particulièrement difficiles que traverse aujourd'hui le monde. Je ne voudrais parler que du drame syrien. Vous savez quelle est notre frustration, la mienne tout particulièrement, devant l'incapacité de la communauté internationale à arrêter le massacre qui continue jour après jour : des milliers de morts, des centaines d'enfants massacrés, torturés, des milliers de gens en prison. On n'a jamais vu un tel déchaînement de barbarie que celui qui se passe aujourd'hui à Homs.

Alors nous agissons sur tous les fronts, au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale des Nations unies, à Tunis, où la réunion des amis du peuple syrien était, je crois, une étape tout à fait importante, au Conseil des droits de l'Homme, où j'étais lundi dernier et qui va adopter une résolution forte dans les heures qui viennent. Nous préparons les prochaines réunions à venir du groupe des amis du peuple syrien. La prochaine aura lieu à Istanbul et la troisième à Paris. Nous formons aussi beaucoup d'espoirs sur la mission qui a été confiée à Kofi Annan, qui est un homme universellement respecté et aussi très compétent. Nous sommes prêts à travailler aux Nations unies à une résolution qui permettrait d'aboutir à une cessation des violences et à un meilleur accès de l'aide humanitaire, qui est une priorité absolue - sans perdre de vue pour autant le règlement politique de cette crise, qui doit passer par la mise à l'écart des dirigeants actuels de la Syrie afin que ce pays puisse évoluer vers un processus de réconciliation nationale et des élections libres. Ce processus de transition permettra au peuple syrien de choisir réellement ses dirigeants et de progresser sur le

chemin de la démocratie et de la liberté. Et là aussi, bien sûr, nous sommes tombés daccord et nous avons adopté une déclaration qui, je crois, est tout à fait claire et forte.

Merci en tout cas à nouveau, Guido, pour ce moment très agréable que nous avons passé ici en ta compagnie.

Q - (Au sujet de la Biélorussie)

R - Je me bornerai à affirmer aussi la solidarité de la France avec la Pologne, nous lavons démontré en rappelant notre ambassadeur de Minsk à Paris. Vous parliez des prochaines étapes : nous venons den franchir une lundi dernier au Conseil des ministres des Affaires étrangères en adoptant une nouvelle série de sanctions contre certains oligarches biélorusses, et donc nous sommes décidés à continuer à agir ensemble.

Q - (Au sujet de la diplomatie allemande face aux crises internationales)

R - Juste un mot sur ces questions. Je confirme que notre coopération est extrêmement étroite sur toutes ces questions. Nous nallons pas revenir sur le cas de la Libye, nous avons eu loccasion den parler très souvent, il y a eu une divergence dappréciation sur la méthode mais une convergence sur lobjectif, qui était de permettre au peuple libyen daccéder à la démocratie et à la liberté.

Sagissant de la Syrie, nos positions convergent totalement et je me suis réjoui quau Conseil de sécurité en particulier, nous ayons été ensemble - même si la résolution, hélas, du fait du veto russe et chinois na pas finalement été adoptée. Nous continuons à travailler main dans la main pour arrêter cette tragédie.

Q - (Au sujet de lIran)

R - Je vais développer très brièvement pour dire la même chose que Guido. Donc notre objectif est très clair : nous ne pouvons pas accepter que lIran se dote de larme atomique. Cest une violation de ses engagements internationaux - lIran a signé le traité de non-prolifération, cest une violation des résolutions du Conseil de sécurité, cest une violation des décisions de lAgence internationale de lÉnergie atomique.

Nous disons à lIran : «puisque vous affirmez que vous navez pas de programme nucléaire, à finalité militaire, ouvrez vos dossiers et vos sites et comme ça nous pourrons être rassurés». Cest la voie du dialogue. Jusqu'à présent, lIran na pas répondu à ces offres de dialogue, et la récente inspection des inspecteurs de lAIEA a échoué puisque lIran a refusé de leur donner accès aux sites quils voulaient visiter. Cest la raison pour laquelle nous avons dit : dans ces conditions, nous allons durcir les sanctions. Des sanctions très fortes ont été prises, sur les transactions de la Banque centrale, et également sur les exportations de pétrole iranien ; et là on sest vus confrontés à ces provocations dont

lIran a le secret, puisque lIran a annoncé quelle suspendait ses exportations de pétrole en direction de la France et de la Grande-Bretagne - tout simplement parce que nous les avions interdites. Je voulais rappeler cela.

Alors il y a cette lettre qui vient darriver, qui semble marquer une certaine disponibilité de lIran à reprendre le dialogue : nous sommes en train dy réfléchir ensemble, mais nous ne nous laisserons pas mener en bateau, si je puis dire, par les Iraniens, donc nous fixerons des conditions très précises. Il ny aura pas de levée des sanctions à titre de pré-condition tant que lIran naura pas répondu concrètement à ce que nous lui demandons, cest-à-dire larrêt de son programme denrichissement, non seulement à 20 % de luranium mais aussi à 3,5 %. Voilà, nous en sommes là, et au sein du groupe des Six, en tout cas entre la France et lAllemagne, il y aussi une totale convergence de vues.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 2 mars 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/184630-declaration-de-m-alain-juppe-ministre-des-affaires-etrangeres-et-europ